

PREFET DU LOIRET

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

A Orléans, le 22 septembre 2015

Unité territoriale du Loiret

Installations classées

Société Dalkia Biomasse Orléans

Orléans

**Rapport de présentation CODERST pour un APC
de prescription d'une étude technico-
économique sur des mesures de réduction
temporaire des rejets atmosphériques de
l'installation en cas de dépassement des seuils
de pollution**

Rapport de l'inspection des installations classées

1. CONTEXTE REGLEMENTAIRE :

L'article L223-1 du Code de l'environnement prévoit qu'en cas d'épisode de pollution, lorsque les normes de qualité de l'air mentionnées à l'article L. 221-1 ne sont pas respectées ou risquent de ne pas l'être, le préfet en informe immédiatement le public selon les modalités prévues par la section 2 du chapitre Ier du titre II du Code de l'environnement et prend des mesures propres à limiter l'ampleur et les effets de la pointe de pollution sur la population. Ces mesures, prises en application du plan de protection de l'atmosphère et après information des maires intéressés, comportent un dispositif de restriction ou de suspension des activités concourant aux pointes de pollution, y compris, le cas échéant, de la circulation des véhicules, et de réduction des émissions des sources fixes et mobiles.

a) Amélioration des modalités de prévision et de gestion des pics de pollution

Les épisodes de pollution en particule qu'a connus la France en mars 2014 a généré une disparité dans la mise en œuvre des mesures d'alerte et des procédures de gestion des sources de pollution dans les régions concernées.

Les épisodes de pollution sont par nature complexes, évolutifs d'un jour sur l'autre, souvent étalés sur plusieurs départements et régions. Face à ces difficultés, il est apparu nécessaire de réorganiser les modalités de déclenchement des procédures préfectorales dans le but d'uniformiser au mieux la gestion de ces événements.

C'est l'objet de l'arrêté ministériel du 26 mars 2014 relatif au déclenchement des procédures préfectorales en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant qui propose un cadre national homogène lequel doit permettre d'harmoniser les pratiques préfectorales en cas d'épisodes de pollution. Il décrit et modifie les seuils d'alerte et

les recommandations selon les secteurs et donne un cadre pour les mesures à effectuer. Cet arrêté prévoit notamment des mesures pour le secteur industriel dont la mise en œuvre est progressive et fonction de l'intensité de l'épisode de pollution.

Cet arrêté ministériel, entré en vigueur le 1er juillet 2014, impose que des mesures de réduction temporaire des émissions soient demandées aux principaux émetteurs (trafic, tertiaire, agricole et industriel), soit sous forme de recommandation (en cas de dépassement dans l'air du seuil de recommandation), soit sous forme d'obligation réglementaire (en cas de dépassement dans l'air du seuil d'alerte).

Suite à la décision du Conseil de l'Administration Régionale du 10 juin 2014 et dans la perspective d'une harmonisation des mesures à l'échelle de la région, des travaux de mise à jour des arrêtés départementaux relatif au déclenchement des procédures en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant par des particules, des oxydes d'azote ou de l'ozone sont menés par les services de la protection civile.

b) Définition des normes de qualité de l'air

Les normes de qualité de l'air relatives aux mesures d'urgence définies à l'article L 223-1 du Code de l'environnement sont établies pour le dioxyde d'azote, les particules « PM10 » et l'ozone.

Elles sont fixées par l'article R.221-1-II comme suit :

Dioxyde d'azote

- Seuil d'information et de recommandation : 200 µg/ m³ en moyenne horaire ;
- Seuils d'alerte :
 - 400 µg/ m³ en moyenne horaire, dépassé pendant trois heures consécutives ;
 - 200 µg/ m³ en moyenne horaire si la procédure d'information et de recommandation pour le dioxyde d'azote a été déclenchée la veille et le jour même et que les prévisions font craindre un nouveau risque de déclenchement pour le lendemain.

Particules PM10

- Seuil d'information et de recommandation : 50 µg/ m³ en moyenne journalière ;
- Seuil d'alerte : 80 µg/ m³ en moyenne journalière.

Ozone

- Seuil de recommandation et d'information : 180 µg/m³ en moyenne horaire ;
- Seuil d'alerte pour une protection sanitaire pour toute la population : 240 µg/m³ en moyenne horaire ;
- Seuils d'alerte pour la mise en œuvre progressive de mesures d'urgence :
 - 1^{er} seuil : 240 µg/ m³ en moyenne horaire, dépassé pendant trois heures consécutives ;
 - 2^e seuil : 300 µg/ m³ en moyenne horaire, dépassé pendant trois heures consécutives ;
 - 3^e seuil : 360 µg/ m³ en moyenne horaire.

2. IDENTIFICATION DES INSTALLATIONS LES PLUS ÉMETTRICES DE POLLUANTS

Pour le secteur industriel, Compte tenu de la très faible contribution de ce secteur aux émissions régionales¹, il convient d'une part de prendre des mesures pour les activités industrielles les plus émettrices, et d'autre part, qu'elles soient facilement et rapidement applicables, comme le report d'opérations par exemple.

En revanche, il faut considérer l'arrêt ou la restriction de certaines activités industrielles comme des mesures lourdes à mettre en œuvre à n'utiliser qu'en cas de particulière gravité de l'épisode et sous réserve de faisabilité technique en toute sécurité.

¹Au niveau régional, le secteur industriel est le 3^e contributeur en oxyde d'azote (8%) et en COV précurseur d'ozone (12%) et le 4^e pour ce qui concerne les poussières (14%). À noter que ces contributions incluent les émissions du secteur de la construction qui sont du même ordre de grandeur. (Source LIG'AIR - SRCAE)

La DREAL a procédé à l'identification des installations les plus émettrices de polluants susceptibles d'engendrer des pics de pollution, par typologie de substances, sur la base de critères de sélection homogènes avec des régions au profil industriel similaire à celui de la région Centre-Val de Loire.

Les critères retenus au niveau régional sont les suivants :

Polluants	Périmètre du plan de protection de l'atmosphère d'Orléans	Périmètre du plan de protection de l'atmosphère de Tours	Zone régionale (hors périmètres du des plans de protection de l'atmosphère)
Oxydes d'azote	20 tonnes/an de NOx	20 tonnes/an de NOx	<i>paramètre non retenu compte tenu de la faible contribution du secteur industriel dans les émissions régionales (8%)</i>
COV (précurseur d'Ozone)	Pas de seuil fixé par le PPA (application du seuil proposée pour la zone régionale)	20 tonnes/an de COV	100 tonnes/an de COV
Poussières	20 tonnes/an de particules	5 tonnes/an de particules	100 tonnes/an de particules

3. PRESENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT :

Raison sociale : DALKIA BIOMASSE ORLEANS

Adresse siège social : ACTICAMPUS 4 – 40 rue James Watt – 37 200 TOURS

Adresse de l'établissement : Avenue Claude Guillemin 45 000 ORLEANS (inclus dans le périmètre du plan de protection de l'atmosphère d'Orléans)

Activité principale : Chaufferie Biomasse

Polluant	Émissions déclarées au titre de l'année 2013	Émissions déclarées au titre de l'année 2014
Oxydes d'azote	122,2 tonnes	90,8 tonnes
COV précurseur d'ozone	Pas de seuil fixé pour le PPA 45	
Poussières	61,0 tonnes	12,01 tonnes

4. PROCEDURE DE DECLENCHEMENT

La gestion des épisodes de pollution atmosphérique fait l'objet d'un arrêté du ministère en charge de l'environnement en date du 26 mars 2014 et d'une instruction interministérielle en date du 24 septembre 2014.

Ces textes prévoient que, lors des épisodes de pollution atmosphérique, les préfets de département informent la population (et notamment des personnes les plus sensibles à la pollution), diffusent des recommandations sanitaires et comportementales et prennent des mesures visant à réduire les émissions polluantes.

On distingue :

- les procédures de niveau Information – Recommandations qui comprennent essentiellement des mesures visant à l'information du public et la diffusion de recommandations d'ordre comportemental et sanitaire à l'attention des personnes les plus sensibles à la pollution atmosphérique.
- Pour ce qui concerne les industriels principaux émetteurs, sur la base de plans d'actions en cas d'épisode de pollution de l'air définis par le préfet en concertation avec les acteurs concernés et

contenant une étude préalable portant sur l'impact économique et social, ces recommandations portent sur :

- la mise en œuvre de dispositions de nature à réduire les rejets atmosphériques, y compris la baisse de leur activité, sous réserve que les conditions de sécurité soient préservées et que les coûts induits ne soient pas disproportionnés pour les acteurs publics et privés au regard des bénéfices sanitaires attendus ;
 - le report de certaines opérations émettrices de COV (travaux de maintenance, dégazage d'une installation, chargement ou déchargement de produits émettant des composants organiques volatils en l'absence de dispositif de récupération des vapeurs) à la fin de l'épisode de pollution ;
 - le report de certaines opérations émettrices de particules ou d'oxydes d'azote à la fin de l'épisode de pollution ;
 - le report du démarrage d'unités à l'arrêt à la fin de l'épisode de pollution ;
 - la mise en fonctionnement de systèmes de dépollution renforcés, lorsqu'ils sont prévus, pendant la durée de l'épisode de pollution ;
 - la réduction de l'utilisation de groupes électrogènes pendant la durée de l'épisode de pollution.
- les procédures préfectorales de niveau Alerte à la pollution atmosphérique qui, en plus de la diffusion d'une information et de recommandations plus soutenues, prévoient des mesures d'ordre réglementaire visant à réduire les émissions de polluants dans l'atmosphère pour diminuer l'intensité de l'épisode (même si la pollution est principalement d'origine exogène).

Pour ce qui concerne les industriels principaux émetteurs, sur la base de plans d'actions en cas d'épisode de pollution de l'air définis par le préfet en concertation avec les acteurs concernés et contenant une étude préalable portant sur l'impact économique et social, ces mesures d'ordre réglementaire ont pour objectif de :

- rendre obligatoire pour les installations industrielles la mise en œuvre de dispositions de nature à réduire les rejets atmosphériques, y compris la baisse de leur activité, sous réserve que les conditions de sécurité soient préservées et que les coûts induits ne soient pas disproportionnés pour les acteurs publics et privés au regard des bénéfices sanitaires attendus ;
- Rendre obligatoire le report de certaines opérations émettrices de COV (travaux de maintenance, dégazage d'une installation, chargement ou déchargement de produits émettant des composants organiques volatils en l'absence de dispositif de récupération des vapeurs) à la fin de l'épisode de pollution ;
- Rendre obligatoire le report de certaines opérations émettrices de particules ou d'oxydes d'azote à la fin de l'épisode de pollution ;
- Rendre obligatoire le report du démarrage d'unités à l'arrêt à la fin de l'épisode de pollution sous réserve que les coûts induits ne soient pas disproportionnés ;
- Rendre obligatoire la mise en fonctionnement de systèmes de dépollution renforcés, lorsqu'ils sont prévus, pendant la durée de l'épisode de pollution.

Lorsque des niveaux élevés de pollution sont constatés ou prévus sur plusieurs jours, des mesures supplémentaires ou plus fortes sont engagées ; ceci afin de permettre une riposte graduée à la pollution.

L'information des préfets sur l'existence ou la prévision d'un épisode de pollution est faite quotidiennement par LIG'AIR, lorsque l'association constate ou prévoit des niveaux en polluant dépassant des seuils réglementaires. La préfecture procède alors à la diffusion des messages d'information et de recommandation ou des messages d'alerte aux acteurs concernés, dont les principaux émetteurs industriels identifiés.

5. ÉTUDE PRÉALABLE PORTANT SUR L'IMPACT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL VISANT À ÉTABLIR UN PLAN D'ACTIONS DE RÉDUCTION TEMPORAIRE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES EN CAS D'ÉPISODE DE POLLUTION DE L'AIR

L'instruction interministérielle en date du 24 septembre 2014 prévoit que soit prescrit, par arrêté préfectoral complémentaire, aux sites recensés comme étant les principaux émetteurs la réalisation d'une étude portant

sur l'impact économique, social et technique, mentionnée en annexe de l'arrêté ministériel du 26 mars 2014, afin que l'exploitant propose des mesures à mettre en œuvre en cas de dépassement du seuil d'information et de recommandation ou du seuil d'alerte.

Compte tenu de ses émissions d'oxydes d'azote et de poussières déclarées au titre de l'année 2013, lesquelles dépassent les critères définis au 2) du présent rapport, la chaufferie Biomasse de la société DALKIA BIOMASSE ORLEANS, situé à Orléans, est considéré comme un des principaux émetteurs en NOx et poussières.

Cet établissement est par conséquent visé par l'instruction interministérielle en date du 24 septembre 2014 et doit réaliser l'étude portant sur l'impact économique, social et technique, mentionnée en annexe de l'arrêté ministériel du 26 mars 2014.

Suite aux conclusions de cette étude, et après analyse par l'inspection des installations classées, des mesures de réduction des émissions pourront être prescrites par arrêté complémentaire, pour être engagées en cas d'épisode de pollution.

6. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Compte tenu de l'importance de ses émissions en Nox, en application des dispositions de l'article R.512-31 du Code de l'Environnement, de l'annexe de l'arrêté ministériel du 26 mars 2014 relatif au déclenchement des procédures préfectorales en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant et de l'instruction interministérielle en date du 24 septembre 2014 et de l'arrêté préfectoral portant approbation du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération orléanaise révisé du 05 août 2014], l'inspection des installations classées propose à Mr le Préfet du Loiret de prescrire à l'exploitant de l'établissement DALKIA BIOMASSE ORLEANS, situé à Orléans, la réalisation d'une étude portant sur l'impact économique, social et technique, sous 3 mois, laquelle doit proposer des mesures à mettre en œuvre en cas de dépassement du seuil d'information et de recommandation ou du seuil d'alerte et permettant une réduction temporaire des rejets atmosphériques de l'installation.

L'inspection des installations classées propose à Mr le préfet du Loiret de soumettre le projet d'arrêté préfectoral complémentaire, joint au présent rapport, au prochain CODERST.

copie à :

L'ingénieur des travaux publics de l'État
habilité

Signé

Vu et transmis avec avis conforme à M. le préfet de la
région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret

Pour le directeur,

Signé